

Droit public spécialité Droit économie et gestion des collectivités territoriales.

RNCP16527 · RNCP · Publiée

L'essentiel

Niveau de qualification	Niveau 7
Sigle	MASTER — Master
Code(s) NSF	342, 128
Formacode(s)	13237, 12554, 12518
Code(s) ROME	K1404, K1903, K1602, K1601, K1802
Type d'enregistrement	Enregistrement de droit
Date d'échéance	31/10/2019

Certificateur(s)

Université d'Auvergne - Clermont-Ferrand 1

<http://www.u-clermont1.fr>

Résumé de la certification

OBJECTIFS ET CONTEXTE

A compléter (Reprise)

ACTIVITÉS VISÉES

Le titulaire du diplôme :

- dirige le service juridique d'une collectivité territoriale
- met en oeuvre l'action des pouvoirs publics au niveau du territoire (commune, département, région, union européenne...) et dans un ou des domaines de compétences spécifiques (développement économique, emploi et insertion, aménagement du territoire)
- il peut diriger une équipe ou un service et en gérer le budget.
- il peut superviser/ organiser un ou plusieurs services d'une collectivité territoriale, d'une administration déconcentrée
- il peut intervenir dans le montage et la réalisation de projets de développement dans le cadre d'une coopération internationale
- il conseille juridiquement une collectivité, une entreprise ou une association sur la protection et la conservation de son patrimoine.
- il recherche et gère des sources et des informations documentaires selon les besoins de sa structure, met à disposition un fond documentaire physique et numérique et facilite l'accès aux documents et à l'information auprès des différents publics.
- il supervise et met en oeuvre la politique et les actions de protection, de conservation, d'études, d'enrichissement, de mise en valeur et de diffusion des patrimoines culturels, selon la réglementation et la politique culturelle de la structure
- il peut réaliser l'acquisition et la valorisation de documents
- il peut diriger une équipe, un service et animer un réseau de bibliothèques
- il conçoit ou participe à la conception de projets de développement local, culturel et les met en oeuvre selon le domaine d'intervention afin de dynamiser un territoire (ville, bassin d'emploi, région....)

COMPÉTENCES ATTESTÉES

Le titulaire du diplôme possède des connaissances approfondies et une maîtrise des techniques relatives :

- pour le parcours juriste des collectivités publiques, à l'administration générale et à la gestion des collectivités territoriales et de leurs établissements publics, la réglementation de la comptabilité et des finances publiques, de l'urbanisme, de l'aménagement du territoire, des RH et des contrats publics.
- pour le parcours économie locale et développement territorial, à l'évaluation de l'intervention publique, à l'administration des collectivités territoriales, à l'organisation et la dynamique des territoires, à l'ingénierie du développement territorial.
- pour le parcours droit du patrimoine historique, culturel et naturel: à la réglementation du patrimoine culturel et naturel dans on environnement local, national, européen et international, à la gestion du patrimoine culturel et naturel d'une collectivité territoriale, à la conception et à la mise en oeuvre de stratégies de protection, conservation, valorisation du patrimoine matériel et immatériel, historique, naturel et culturel.

Secteur d'activité et type d'emploi

SECTEURS D'ACTIVITÉS

L'activité de cet emploi/métier s'exerce au sein d'établissements publics, collectivités territoriales, armées, entreprises, associations, fondations, en contact avec différents intervenants.

Il exerce aussi comme avocat, en cabinet d'expert ou en cabinet de consultant.

TYPE D'EMPLOIS ACCESSIBLES

- Emplois de titulaires (catégorie A ou B) ou de contractuels dans la fonction publique territoriale
- attaché de conservation du patrimoine
- chargé d'études et d'inventaire patrimoine
- conservateur d'établissement patrimonial
- conservateur du patrimoine
- conservateur territorial du patrimoine

RÉGLEMENTATIONS D'ACTIVITÉ

A compléter (Reprise)

Marché du travail

Indicateurs au niveau des familles professionnelles (FAP) des métiers visés, agrégés au niveau national — France Travail / DARES (open data).

Tension de recrutement (DARES 2024)	Faible (2/5) Moyenne pondérée par l'emploi ; les familles ci-dessous s'échelonnent de 1 à 3 sur 5.
Facteurs principaux	Lien formation-emploi, Manque de main-d'œuvre disponible
Salaire médian (mensuel)	2 503 €
Diplôme le plus fréquent	Diplôme de niveau bac+5 ou plus (doctorat, master ou équivalent) en sciences humaines et droit (58 % des actifs en emploi)
Familles professionnelles (FAP)	L5X91 — Juristes et avocats · tension 3/5 (Modérée) U0X91 — Cadres et techniciens de la documentation · tension 1/5 (Très faible)
Projets de recrutement (BMO 2026)	3 797
Jugés difficiles à recruter	36 %
Emplois saisonniers	15 %
Familles professionnelles (FAP)	L5X91 — Juristes et avocats U0X91 — Cadres et techniciens de la documentation

Voies d'accès

MODALITÉS D'ACCÈS

Formation initiale, Formation continue, Candidature individuelle, VAE

PRÉREQUIS À L'ENTRÉE EN FORMATION

A compléter (Reprise)

COMPOSITION DU JURY — FORMATION INITIALE, FORMATION CONTINUE, CANDIDATURE INDIVIDUELLE

Personnes ayant contribué aux enseignements

COMPOSITION DU JURY — VAE

Accès par la commission VAP ou par le jury de VAE (Décret du 19 août 2013)

Base légale

Date d'échéance de l'enregistrement	31/10/2019
-------------------------------------	------------

Pour plus d'informations

Fiche officielle (France Compétences)

<https://www.francecompetences.fr/recherche/rncp/16527/>